



## Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

### Absents :

Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PENSO, Eric PETIT, Marie-Hélène SANTARELLI, Rabii YOUSSEUS.

## **Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Service Public de l'Emploi dans le cadre de la plateforme collaborative métropolitaine clause sociale - Convention de partenariat - Approbation- Autorisation de signature**

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a lancé, en 2016, une « plateforme collaborative métropolitaine clause sociale », issue du Contrat de Ville 2015-2020 co-animée avec l'Etat, qui constitue une des actions phare du Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (Podem), dispositif de coordination et d'animation des politiques locales d'emploi et d'insertion.

Cette plateforme est née d'un constat : la nécessité d'avoir sur le territoire métropolitain un guichet partenarial de la gestion de la clause sociale à disposition des donneurs d'ordres et des entreprises intervenant sur le territoire.

Elle confirme la volonté de Montpellier Méditerranée Métropole à engager son territoire dans une dynamique d'achat socialement responsable.

L'objectif de cette plateforme, animée par Montpellier Méditerranée Métropole, et soutenue financièrement par l'Etat et le Fonds Social Européen (FSE), est d'accroître de manière quantitative et qualitative les opportunités d'insertion pour les personnes éloignées de l'emploi du territoire.

Des conventions de coopération sont signées avec des donneurs d'ordres intervenant sur le territoire métropolitain, leur donnant les bases de collaboration dans un esprit de service public.

A ce jour, 24 donneurs d'ordres sont suivis par la plateforme dans la mise en œuvre de clauses sociales dans leurs marchés dont : Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, la Régie des eaux, la TaM, la SERM-SA3M, ACM habitat, la SNCF, Erilia, le CHU de Montpellier, la Ville de Grabels, un Toit pour tous, Mercadis Somimon, IRD, FDI Habitat, la COMUE, le CNRS, le CIRAD, l'ARS, SFHE, Nexity, Montpellier Sup Agro, IRSTEA, INSERM et Institut régional du cancer de Montpellier.

Sur la période 2016-2017, les chiffres consolidés présentent plus de 230 900 heures d'insertion réalisées, dont 100 300 heures en 2016 et plus de 130 600 heures en 2017.

Ce sont 379 personnes qui ont ainsi accédé à une période de travail, dont 43% issus des Quartiers Politique de la Ville. 12% sont des femmes. Et à l'entrée dans le dispositif 38% avaient moins de 26 ans.

Cette plateforme ambitionne de poser les bases d'un partenariat étroit avec l'ensemble des parties prenantes de la mise en œuvre de clauses sociales.

Parmi les premiers partenaires incontournables de cette plateforme collaborative métropolitaine clause sociale, figurent les acteurs du Service Public de l'Emploi (SPE). A ce titre, il est proposé la signature de trois conventions bilatérales de partenariat, avec chacun des acteurs du SPE : Pôle emploi, Mission Locale Jeunes Montpellier Méditerranée Métropole et Cap Emploi.

Les signataires s'engagent à favoriser l'accès à l'emploi pour un public qui n'aurait pu sans la clause accéder aux emplois générés par ces marchés et de renforcer leurs chances d'insertion via une organisation collaborative.

Ces conventions fixent les modalités de partenariat de Pôle emploi, de la Mission Locales des Jeunes et de Cap Emploi au sein de la plateforme collaborative métropolitaine clauses sociales.

### **La Métropole s'engage, auprès du SPE, à :**

- Mettre en place et animer un comité technique de coordination au cours duquel l'ensemble des partenaires institutionnels et stratégiques de la clause sociale, auront une à deux fois par an les éléments de bilan de l'année précédente, ainsi que les objectifs à venir.
- Mettre en place et animer une commission de suivi opérationnel mensuelle où l'ensemble des acteurs de la plateforme collaborative métropolitaine clause sociale seront conviés afin de connaître les chantiers, marchés « clausés » à venir, les orientations de publics entrant dans le dispositif clause sociale, ceux en parcours au travers d'un tableau des personnes ayant travaillé sur la clause le mois précédent, et ceux sortant du dispositif. Ainsi l'ensemble des partenaires pourra également échanger à l'accompagnement éventuel de l'après-clause.
- Proposer aux entreprises la solution de mise à disposition la plus adaptée au volume d'heures d'insertion généré par le marché et de présenter l'ensemble de l'offre de service disponible sur le territoire métropolitain.
- De réfléchir favorablement à la mutualisation des heures d'insertion quand cela est possible.
- Transmettre à minima un bilan annuel des clauses avec la ventilation par partenaire des heures effectuées sur le territoire métropolitain.
- Faire un point de suivi une fois par an, participant par participant, avec le SPE afin de consolider les résultats communs.

### **En contrepartie les acteurs du SPE s'engagent, auprès de la Métropole, à :**

- Participer au comité technique de coordination et aux commissions de suivi opérationnel mensuelles.
- Dédier un interlocuteur titulaire et un interlocuteur suppléant afin d'identifier, d'orienter des participants auprès de la métropole.
- Confirmer les critères d'éligibilité au dispositif.
- Accompagner le chargé de mission de la plateforme collaborative métropolitaine clause sociale dans le repérage des participants éligibles à la clause sociale.
- Assurer l'accueil, l'accompagnement et le suivi de ces personnes.
- Informer régulièrement la plateforme collaborative métropolitaine clause sociale des éventuelles difficultés rencontrées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes des trois conventions bilatérales de partenariat entre, d'une part, Montpellier Méditerranée Métropole et, d'autre part, le Pôle emploi, la Mission Locale Jeunes Montpellier Méditerranée Métropole et Cap emploi,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 6 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, M. Gilbert PASTOR, Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 mai 2018  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20180426-39628-DE  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 03/05/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.